

Le 23 novembre 2022,



Monsieur le Président de la République, Vous êtes notre dernier rempart.



Monsieur le Président de la République,



Unis et solidaires, les Maires de Loire-Atlantique sollicitent votre action, car vous êtes notre dernier rempart face aux agressions que nous subissons quotidiennement.



Tags insultants sur les murs de nos mairies ou de nos maisons, menaces de mort, agressions physiques, outrages, insultes et harcèlements sur les réseaux sociaux, voire intimidations ..., nous ne comptons plus les attaques vis-à-vis des élus, dont le nombre ne cesse d'augmenter jour après jour, de façon physique, verbale ou virtuelle. Dans notre département, nous gardons tristement dans nos mémoires le dramatique décès de notre collègue Maire de Rezé, qui avait reçu plusieurs courriers malveillants et diffamatoires.

Beaucoup d'élus hésitent aussi à déposer plainte ne voulant pas aggraver la situation, ayant peur ou sachant que bien souvent les plaintes restent sans suite ou sont jugées très tardivement. De plus, les peines prononcées sont bien souvent dérisoires au regard des conséquences physiques ou morales pour les victimes. Nous sommes des élus de terrain dont la proximité est appréciée par nos citoyens, et nous souhaitons le rester.

Agresser un maire, ou tout élu issu du suffrage universel, c'est aussi s'attaquer aux valeurs fondamentales de la France : la démocratie, la République et nos institutions !

Vous avez, vous-même, subi directement cette violence dans la Drôme, contre laquelle l'ensemble des Maires de France vous ont manifesté leur total soutien et ont unanimement condamné cet acte inadmissible. Nous nous sommes aussi réjouis qu'une réponse pénale exemplaire ait été prononcée deux jours après les faits à l'encontre de l'auteur des faits, puni d'une peine de 18 mois de prison, dont quatre mois ferme. Cette sanction a été dissuasive, réparatrice pour vous en tant que victime et impose le nécessaire respect à votre fonction, pour que vous puissiez l'assurer efficacement pour la France.

Nous vivons ce genre de situations quotidiennement à notre échelon local et demandons le même traitement, que les auteurs d'agressions, de menaces et d'incivilités contre les élus locaux soient punis ! Trop souvent les auteurs de ces agressions sont simplement rappelés à la loi, malgré un arsenal judiciaire renforcé récemment par votre exécutif.

.../...

Récemment, l'auteur d'une agression contre un élu a été condamné à verser des dommages et intérêts pour avoir menacé un maire de Loire-Atlantique de lui « foutre un coup de fusil ». Il a fallu 5 ans pour obtenir cette décision de justice.

Autre dernier fait en date dans notre département, le cas de la Maire de Vue harcelée par son prédécesseur pourtant démis de ses mandats par le Tribunal administratif. Depuis deux ans, nombre des plaintes de l'actuelle édile ont été classées sans suite par le Procureur de la République et certaines affaires ne sont toujours pas jugées, faisant régner le trouble et l'incertitude dans cette commune de 1 600 habitants.

La Maire et son équipe sont profondément affectés psychologiquement et ne peuvent assurer efficacement et sereinement l'exercice de leurs fonctions. Des mesures judiciaires et protectrices doivent être prises urgemment.

La lenteur de la justice et les classements sans suite par manque de moyens renforcent le sentiment d'impunité et de toute puissance des auteurs d'infractions contre les élus. Cela a pour conséquence directe de nuire à notre crédibilité de Maires, mais aussi à celle des représentants de l'Etat et plus largement à notre République en proximité.

Trop d'élus démissionnent, affichent ouvertement ne plus vouloir poursuivre ou rejettent toute idée d'un autre mandat. Ces femmes et ces hommes avaient pour seule motivation, leurs communes, leurs concitoyens, l'intérêt général. Ne laissons pas la haine, la violence et l'agressivité de certains ruiner des vocations sans faille de tous ces maires et élus locaux.


Monsieur Le Président de la République,

En votre qualité de gardien et de garant de nos institutions, vous incarnez l'autorité de l'Etat. Ainsi, nous vous prions d'intervenir et de prendre toute mesure afin de garantir la sérénité et la vie des élus de notre République, en donnant les moyens à la police et la gendarmerie d'effectuer les enquêtes, ainsi qu'à la justice le capacité de juger, dans des délais raisonnables.

Nous comptons sur vous Monsieur le Président et vous prions d'agréer l'expression de notre haute considération.

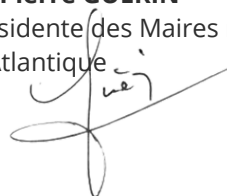
Maurice PERRION

Président des Maires de Loire-Atlantique



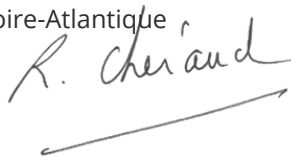
Marie-Pierre GUERIN

Co-Présidente des Maires ruraux de Loire-Atlantique



Roch CHERAUD

Co-Président des Maires ruraux de Loire-Atlantique



Norbert SAMAMA

Réfèrent AMF 44 de l'Observatoire départemental sur les agressions contre les élus

